

<http://www.econospheres.domainepublic.net/Prix-et-revenus-que-desire>



Prix et revenus : que désire vraiment la BNB ?

- Archives Textes -

Date de mise en ligne : lundi 28 février 2011

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

« La Banque nationale désire qu'une étude poussée soit menée sur les différentes formes d'indexation en Belgique », a déclaré son gouverneur, Guy Quaden, à l'occasion de la présentation de son Rapport annuel. Comme souvent en Belgique quand on parle d'indexation, beaucoup pensent d'abord, voire uniquement, à l'indexation des salaires et allocations sociales.

Or, dans une économie comme la nôtre, beaucoup d'autres revenus et prix sont eux aussi indexés.

Une réalité complexe et multiple

C'est le cas, par exemple, des loyers (indice de référence : l'indice-santé), indexés une fois par an à la date anniversaire de la signature du bail, du prix de nombreux tickets d'avion, qui subissent un supplément quand le prix du kérosène augmente (suivant des formules pas très claires au demeurant), de beaucoup de contrats relatifs à des travaux de construction (prix indexés sur l'évolution des coûts de la construction, évolution mesurée par l'indice ABEX ou par des indices spécifiques), des barèmes fiscaux, des prix des carburants routiers (indexés sur base du prix pétroliers principalement), des prix de l'électricité et du gaz (les mécanismes d'indexation varient d'un fournisseur à l'autre), des amendes, des seuils et montants d'intervention pour diverses aides (par exemple pour les bourses d'études, les subsides à l'emploi...), etc., etc.

Dans certains pays ou à d'autres époques, on connaît même des emprunts dont les intérêts sont indexés.

Mais il y a aussi, peut-être surtout, beaucoup de biens et services dont les prix sont indexés sans le dire vraiment, en stoemeling. C'est par exemple le cas du boulanger qui augmente le prix du pain quand celui des céréales augmente, dans des proportions variables.

On connaît par ailleurs des secteurs où une indexation - explicite ou implicite - serait la bienvenue. C'est par exemple le cas du secteur des transports par route où une concurrence insuffisamment régulée empêche souvent les entreprises de répercuter dans les prix les hausses du prix du diesel. Cette indexation serait la bienvenue pour des raisons sociales et écologiques (un « juste » prix du transport routier).

Au vu de ces réalités et de leur complexité, la déclaration du gouverneur est pour le moins vague. Les intentions de la Banque nationale concernent-elles uniquement les mécanismes d'indexation institutionnalisés (par des textes légaux et/ou contractuels) ? S'agit-il, dans ce cas, de mettre en place un contrôle de l'évolution des prix et revenus ? Mais alors, pourquoi ne pas étendre ces éventuels mécanismes de contrôle à l'ensemble des prix et revenus, pas seulement ceux dont l'indexation est institutionnalisée ? Serait-ce l'expression « contrôle des 1/3 prix » (et revenus) qui est taboue ?

Au vu de l'évolution comparée (Belgique / autres pays) de certains prix au cours des douze derniers mois (voir tableau ci-après), un contrôle des prix apparaît pourtant nécessaire.

Comment expliquer, par exemple, que les prix des produits alimentaires ait augmenté deux fois plus en Belgique que dans la zone Euro ? Idem pour l'électricité ? Et l'inflation hors énergie et aliments saisonniers deux fois plus en

Belgique qu'en Allemagne ?

	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas	Zone U
Indice global	3,4%	1,9%	2,0%	1,8%	2,2%
Produits alimentaires	3,7%	3,6%	1,4%	1,0%	1,9%
Pain et céréales	2,2%	1,1%	0,0%	-0,2%	0,6%
Loyers d'habitation réels	1,0%	1,2%	1,1%	1,7%	1,3%
Adduction d'eau	4,8%	1,8%	1,0%	1,0%	3,4%
Electricité	6,0%	3,4%	3,1%	-5,2%	2,7%
Gaz	20,4%	2,5%	13,8%	6,1%	8,2%
Carburants et lubrifiants	17,1%	12,2%	14,8%	13,4%	15,3%
Indice global, énergie et aliments saisonniers exclus	1,3%	0,7%	0,9%	1,0%	1,1%
Energie et aliments saisonniers	15,5%	8,7%	10,0%	7,4%	9,5%

Evolution des prix en % - déc 2010/déc 2009 - indices harmonisés Source : Eurostat - Calculs : IDD

Contrôler les prix

Un contrôle des prix, dans une économie moderne, peut prendre quatre formes :

1° Un contrôle, classique, tel qu'il existait auparavant (déclaration préalable, dossier justificatif, autorisation accordée ou pas). A ma connaissance, seuls deux prix sont encore régulés de cette manière : le prix de l'eau de distribution et le prix de séjour en maison de repos (et de soins). La méthode a ses limites certes, mais elle peut dans certaines circonstances et pour certains produits essentiels être utile et donc réactivée dans l'arsenal de la politique économique. Je pense en particulier que les loyers pourraient être mieux régulés qu'aujourd'hui, en faisant appliquer strictement l'obligation d'enregistrement des baux et en suivant attentivement l'évolution des loyers à chaque changement de locataire.

2° Une ouverture plus grande de certains marchés. A cet égard des progrès sont encore à faire, notamment en matière de télécommunications et d'énergie. La méthode KIWI pour alléger le coût des médicaments pourrait, en Belgique, être intensifiée et améliorée.

3° Des mesures pour réguler les prix de manière indirecte, en s'attachant à la qualité (durabilité et réparabilité) des biens de consommation courante.

4° En veillant à ce que les subsides dans certains secteurs (automobiles propres, isolation des bâtiments...) ne soient pas, en partie, annulés par des augmentations de prix de la part des fournisseurs des biens subsidiés.

Y a-t-il vraiment une volonté politique d'activer ces quatre leviers avec conviction ? Et est-ce à ces leviers que pense la Banque nationale ? A l'exception du second levier, j'ai des doutes.

Son désir n'est peut-être pas si intense que ne le laisse penser la déclaration du gouverneur.

L'indexation Â« classique Â»

Pour autant, n'y a-t-il pas des problèmes avec l'indexation classique des salaires et allocations sociales. Oui, mais pas nécessairement ceux auxquels pense la BNB.

Du côté du thermomètre, à savoir l'indice des prix à la consommation, j'en vois deux : la sous-évaluation manifeste de l'évolution des loyers réels [1] et la prise en compte défailante des évolutions techniques (ex : l'indice enregistre l'évolution du prix unitaire d'un entretien de voiture mais pas la

baisse du nombre d'entretiens ; la baisse du coût d'utilisation des ordinateurs moins gourmands en électricité n'est pas prise en compte) et commerciales (ex : les bouquets de services et autres innovations commerciales pour attirer ou fidéliser les consommateurs).

En matière de liaison des revenus à l'indice des prix, je vois trois problèmes :

1° Les différentes adaptations introduites il y a quelques années (indice-santé et lissage) font que le maintien du pouvoir d'achat n'est plus garanti quand les prix des carburants routiers augmentent plus vite que la moyenne des autres prix. Il s'agit d'un compromis. Dans les faits, depuis l'introduction de l'indice-santé, cela n'a pas changé grand chose sur le long terme, puisqu'on a connu des périodes où l'indice-santé augmentait plus que l'indice général. A l'avenir, les prix pétroliers sont supposés augmenter structurellement plus que la moyenne des prix.

2° Les mécanismes d'indexation des salaires sont très variables d'un secteur à l'autre . Est-ce un vrai problème ? J'en doute, mais pourquoi ne pas essayer, pour des raisons d'équité et d'efficacité, de les rapprocher, par exemple dans le cadre d'un futur AIP ?

3° Les ménages pauvres, consacrant une part beaucoup plus grande de leurs revenus au logement, à l'énergie et à l'alimentation, perdent eux du pouvoir d'achat quand les prix de ces trois catégories de consommations augmentent plus que la moyenne des prix [2]. Tendanciellement c'est le cas depuis le début des années 2000. C'est le cas pour le moment.

En guise de conclusion

Au total je crains que le désir de la Banque nationale soit finalement fort contraint par le politiquement et l'économiquement correct. Il y aurait pourtant beaucoup à gagner à entreprendre une action multiforme, en profondeur, en matière de prix et de revenus. S'il y a des problèmes de compétitivité, il y a aussi des considérations sociales en prendre en considération.

La manière de réconcilier ces deux préoccupations ? Activer toutes les formes de contrôle des prix, sans tabou. Il ne sera probablement plus nécessaire, en cas de succès, de remettre en cause l'indexation automatique des salaires et des allocations sociales.

Par ailleurs, s'il y a des marges du côté des prix énergétiques, celles-ci doivent être Â« collectivisées Â». A moyen terme ces ressources doivent être utilisées à construire la transition énergétique. A court terme, on peut les affecter aussi à des politiques visant à contenir la hausse générale des prix.

Enfin, des politiques spécifiques doivent être mises en place pour au minimum garantir aux pauvres le maintien de leur - très modeste - pouvoir d'achat.

Post-scriptum :

Publication originale : Philippe Defeyt, Â« Prix et revenus : que désire vraiment la BNB ? Â», IDD, février 2011.

[1] Voir : Philippe Defeyt, « L'indice des prix et la comptabilité nationale sous-estiment la hausse des loyers », Institut pour un Développement

Durable, avril 2004.

[2] Voir, notamment : Vincent Bodart et Jean Hindriks, « Les belges sont-ils tous égaux face à l'inflation ? », Mémo 1/2006, Itinera Institute, 22 mai 2006 et Philippe Defeyt, « Indice des prix, indexation et pouvoir d'achat des ménages à petits revenus », Institut pour un Développement Durable, novembre 2007.